



**PRÉFÈTE
DE LA HAUTE-SAVOIE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Pôle administratif des installations classées

Le préfet de la Haute-Savoie

Annecy, le 24 avril 2026

Chevalier de la légion d'honneur

Chevalier de l'ordre national du mérite

Arrêté n°PAIC-2026-0032 du 24 avril 2026
portant prolongation de l'activité de la carrière située sur le territoire de la commune des
Houches exploitée par la société Granulats VICAT

VU le code de l'environnement, et ses articles L.181-14, R.181-45 et R.181-46 ;

VU la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement

VU le décret 2004.374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements et notamment son article 43 ;

VU le décret du 19 mars 2025 portant nomination de Madame Emmanuelle DUBÉE, préfète, en qualité de préfète de la Haute-Savoie ;

VU le décret du 24 juillet 2025, nommant M. Carl ACCETONE, administrateur de l'Etat du deuxième grade, en tant que secrétaire général de la préfecture de la Haute-Savoie ;

VU l'arrêté préfectoral n°SGCD/SLI/PAC/2025-078 du 31 juillet 2025 donnant délégation de signature à Monsieur le secrétaire général de la préfecture de la Haute-Savoie ;

VU l'arrêté préfectoral n°2009-1112 du 24 avril 2009 modifié autorisant la société Granulats Vicat à exploiter d'une carrière de roches massives sur la commune des Houches pour une durée de 15 ans ;

VU l'arrêté préfectoral n°2013242-0003 du 30 août 2013 portant modification des conditions de remblaiement de la carrière située aux Houches exploitée par la SAS Granulats Vicat ;



VU l'arrêté préfectoral n°PAIC-2024-030 du 6 mai 2024 prolongeant l'activité de la carrière Granulats Vicat sur la commune des HOUCHES de 2 ans ;

VU l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premiers traitements ;

VU le dossier de demande de prolongation reçu le 28 octobre 2025 ;

VU la demande d'examen au cas par cas déposée complète le 19/02/2026 par la SAS Granulats Vicat et mise en ligne sur le site des services de la préfecture de la Haute-Savoie ;

Vu la décision du 13 mars 2026 en application de l'article R.122-3 du code de l'environnement après examen au cas par cas sur le projet de modification des conditions d'exploitation de la carrière de roches massives exploitée par la société GRANULATS VICAT, ne soumettant pas la modification à une évaluation environnementale ;

VU le rapport de l'inspection classées 20260316-RAP-GranulatVicatConsultation-vs du 16 mars 2026 proposant une consultation du public par voie électronique ;

VU la consultation du public par voie électronique en application de l'article L 123-19-6 du code de l'environnement du 7 au 21 avril 2026 inclus ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées 20260423-RAP-GranulatVicatProlongation-vs et les propositions en date du 23 avril 2026 ;

VU le projet d'arrêté porté à la connaissance du demandeur et transmis par courriel avec Accusé de Réception du 23 avril 2026 conformément à l'article R. 181-45 du code de l'environnement ;

VU l'absence d'observation de l'exploitant formulée par courriel en date du 24 avril 2024 ;

CONSIDÉRANT que la demande concerne de prolongation de l'activité de quatre ans en application de l'article R 181-49 du code de l'environnement. ;

CONSIDÉRANT que la demande présentée par l'exploitant ne concerne ni un approfondissement de la cote minimale d'extraction ni une augmentation de plus de 25 ha du périmètre de la carrière ;

CONSIDÉRANT que la demande présentée par l'exploitant ne concerne aucune demande de modification des quantités d'extraction ou de remblaiement initialement autorisées ;

CONSIDÉRANT que la demande :

- ne concerne pas de nouvelles rubriques ;
- ne modifie pas les périmètres d'extractions et d'autorisation ;
- ne constitue pas une extension de l'activité de carrière, le périmètre d'autorisation restant le même ;
- le rythme d'extraction reste le même ;
- il n'y a pas de nouvelles rubriques ajoutées, l'activité restant la même ;
- ne modifie pas la méthode d'exploitation ;

- ne modifie pas le rythme moyen d'extraction annuel ou la production maximale ;
- n'impacte pas le trafic-poids-lourds ;
- le volume de matériaux extraits sera inférieur au volume autorisé initialement ;
- n'engendre pas de défrichement. L'ensemble du carreau d'exploitation est dépourvu de végétation. La poursuite de l'exploitation au sein du même périmètre n'impliquera pas la destruction ou la détérioration de la végétation et de la faune ;
- n'engendre aucun impact supplémentaire pour la faune et la flore ;
- ne modifie pas les rejets ou la production de déchets ;
- n'impacte pas la ressource en eau ;
- ne modifie pas les émissions sonores, de vibrations, de poussières ;
- n'induit pas un risque nouveau pour la santé, il n'y a pas de captage AEP à proximité ;
- l'usage prévu pour la remise en état reste le même que celui autorisé initialement ;
- les nuisances liées à l'exploitation sont inférieures à celles attendues, compte-tenu d'un rythme d'exploitation plus faible ;
- prolonge la durée d'exploitation de 4 ans et induit une poursuite des nuisances actuelles sur cette période.

CONSIDÉRANT que la demande contient la mise à jour des garanties financières ;

CONSIDÉRANT que la demande de modification n'induit pas de nouvelles nuisances vis-à-vis de la dernière étude d'impact ;

CONSIDÉRANT que le projet de modification ne constitue pas une modification substantielle de l'autorisation environnementale au sens de l'article R. 181-46 du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que la nature et l'ampleur du projet de modification ne rendent pas nécessaires les consultations prévues par les articles R. 181-18 et R. 181-21 à R. 181-32, ni la sollicitation de l'avis de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites ;

CONSIDÉRANT l'absence de remarques émises lors de la consultation du public ;

Sur proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Haute-Savoie ;

ARRÊTE

Article 1^{er} : Les prescriptions du premier alinéa de l'article 2 de l'arrêté n° 2009-1112 du 24 avril 2009 sont modifiées et remplacées par les prescriptions suivantes :

« L'autorisation est accordée jusqu'au **24 avril 2030**. »

Article 2 : L'annexe à l'arrêté préfectoral n°2009-1112 du 24 avril 2009 relative aux garanties financières est modifié et remplacé par les prescriptions suivantes :

« Le montant des garanties financières permettant la remise en état maximale est mise à jour et fixée pour la période 2024-2026 à 222 852 euros.
L'indice TP01 pris en compte est de 131.6 (janvier 2025). »

Article 3: Modalités d'exécution, voies de recours

Article 3.1 Frais :

Les frais inhérents à l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

Article 3.2 Délais et voie de recours :

Le présent arrêté sera notifié au président de la SAS Granulats Vicat dont le siège social est situé 4 rue Aristide Bergès – Les trois Vallons- 38080 L'ISLE-D'ABEAU.

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Conformément à l'article R. 181-50 du code de l'environnement et sans préjudice de l'article L. 411-2 du code des relations entre le public et l'administration, cet arrêté préfectoral peut être déféré au Tribunal administratif de Grenoble, notamment par la voie postale ou par la voie dématérialisée depuis le portail « Télérecours citoyens » accessible à l'adresse www.telerecours.fr :

1. par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;
2. par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de deux mois à compter de :
 - a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 ;
 - b) la publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Pour les décisions mentionnées à l'article R. 181-51, l'affichage et la publication mentionnent l'obligation de notifier tout recours administratif ou contentieux à l'auteur de la décision et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité du recours contentieux.

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif proroge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Article 3.3 Publicité :

En vue de l'information des tiers :

- une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de la commune des Houches et peut y être consultée,
- un extrait du présent arrêté est affiché à la mairie de la commune des Houches pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire,
- le présent arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de la Haute-Savoie pendant une durée minimale de quatre mois.

Article 3.4 Exécution :

Monsieur le Secrétaire Général de la préfecture de la Haute-Savoie et monsieur le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, chargé de l'inspection des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée au maire des Houches et publié au Recueil des Actes Administratifs de la préfecture de la Haute-Savoie.

Pour la préfète,
Le secrétaire général,



Carl ACCETTONE